



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 26 JUIN 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le vingt six juin à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	63

Objet de la délibération:
CUCS 2014_
Attribution de subventions aux associations 2014

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Bernard CHILINI pouvoir à Caroline COLLOMBAT, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain BOUCHER pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à David SONNEVILLE, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Florence LEROUX pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 21/7/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 21/7/2014

Par délibération n° 2007-06 en date du 16 février 2007, la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'est engagée dans un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS).

Ce dispositif, conclu avec l'Etat et le Conseil régional, vise à enrayer les retards de développement des quartiers prioritaires et à favoriser une équité sociale sur l'ensemble du territoire.

Par circulaire du 8 novembre 2010, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique et la secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville, ont prolongé la durée de validité des Cucs jusqu'au 31 décembre 2014.

En 2014, l'Etat, la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'associent pour renouveler ce dispositif. Ainsi, la délibération C_2014-030 votée lors de la séance du 27 février 2014 a approuvé l'avenant de prorogation du Contrat Urbain de Cohésion Sociale pour l'année 2014.

Pendant six années, plusieurs actions portées par des opérateurs associatifs, ont été expérimentées dans les champs de l'éducation, de la santé, de la prévention de la délinquance et du logement dans l'objectif toujours renouvelé d'assurer un développement social harmonieux et équilibré sur l'ensemble du territoire de la Dracénie.

Aujourd'hui, au regard des évolutions territoriales et des réformes des politiques publiques, la Communauté d'Agglomération Dracénoise souhaite affirmer son engagement dans des politiques publiques permettant d'assurer une équité dans l'accès aux services publics en matière de droit, de santé, d'emploi, de loisirs, de culture, d'accès aux droits, etc.

Depuis 2012, la création de la Direction de la Cohésion Sociale et de la Ruralité (DCSR) permet à la Communauté d'Agglomération Dracénoise de porter une politique de cohésion territoriale visant un développement équilibré et harmonieux soucieux de l'humain. La compétence Politique de la Ville peut ainsi s'appuyer sur les résultats des années 2012 et 2013.

Dans l'attente de nouvelles directives gouvernementales et de la nouvelle définition des quartiers prioritaires, les objectifs de l'année 2014 seront dans la continuité de l'année 2013, dans un esprit de responsabilisation et d'efficience dans l'usage des deniers publics et favoriseront :

- un assouplissement maximal de la chaîne administrative afin de concentrer les efforts sur l'opérationnel et par conséquent l'appui aux organismes mandatés pour la mise en œuvre ;
- un partenariat avec les acteurs de la politique de la ville grâce auquel la DCSR définira dans le courant de l'année des orientations politiques et des objectifs évaluables qui serviront de fondement pour les engagements contractuels passés avec les associations œuvrant sur le terrain.

Suite à l'appel à projets lancé en novembre 2013 en direction des associations du territoire de la Dracénie dont le champ d'action se situe dans le périmètre de la cohésion sociale, le comité de pilotage du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, réuni en séance le 6 janvier 2014 à Toulon, a émis un avis favorable et validé les propositions de participations financières, dont celles de la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour les projets énumérés dans le tableau ci-après.

Structure	Nom de l'action	Coût global	Demande Cucs	Propositions CAD
CLARISSE ENVIRONNEMENT	Accueil, mise en situation de travail en chantier d'insertion et accompagnement social et professionnel individualisé de publics domiciliés dans les quartiers CUCS du Muy et de Draguignan	513.886 €	20.000 €	5.000 €
TRAIT LIBRE	Ateliers d'art plastique et d'expression visant l'intégration et la mixité sociale, affective, générationnelle et culturelle	74.000 €	9.500 €	3.500 €
MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL DU VAR	Moi bien dans ma cité	3.435 €	3.435 €	435 €
MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL DU VAR	Soutenir la fonction parentale	2.500 €	1.500 €	1.500 €
MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL DU VAR	Permanences « Point info violences »	8.338 €	4.338 €	1.100 €
PROMOSOINS	Promo-soins itinérant	16.021 €	1.500 €	1.000 €
PROMOSOINS	Permettre ou faciliter l'accès aux soins pour les personnes les plus démunies/Accès au droit commun à la santé/Prévention santé	125.904 €	5.500 €	1.000 €
ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES (ASTI)	Permanences d'accès aux droits à destination des migrants DRAGUIGNAN	18.989 €	10.000 €	2.000 €
EPAFA (Association pour l'éducation la promotion et l'accueil des familles)	Alphabétisation en Dracénie	18.300 €	10.000 €	2.000 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE DRAGUIGNAN	Actions de proximité dans les quartiers prioritaires	168.750 €	55.000 €	18.500 €
LUDOTHEQUE LEI JOUGADOU	Intégration scolaire par le jeu	67.020 €	5.400 €	3.400 €
LUDOTHEQUE LEI JOUGADOU	Intégration et socialisation par le jeu	156.380 €	12.600 €	7.000 €
MISSION LOCALE EST VAR	Accompagnement dynamique à l'emploi Le Muy	33.170 €	22.500 €	4.000 €
DRACENIE SOLIDARITES	Épicerie solidaire la Musette	125.746 €	7.000 €	3 500 €
	TOTAL :	1.332.439 €	168.273 €	53 935 €

En conséquence, et au vu de l'avis de la commission Politique de la Ville et Cohésion Sociale en date du 19 juin 2014, il est proposé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- octroyer les subventions aux associations conformément au tableau sus-présenté,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Ces subventions sont imputées sur les crédits inscrits au budget 2014, au chapitre 65, nature 6574.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 60 voix pour, 3 contre : AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 26 juin 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.

ACCUEIL DES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES EN LOGEMENT CONVENTIONNE EN DRACENIE

CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT

Entre :

L'Association Varoise d'Accueil Familial représentée par son président dûment habilité par le conseil d'administration, dénommée ci-après l'AVAF,

et

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, dont le siège social est à Draguignan (Var) - Square Mozart CS 90129,

Enregistré sous le code SIRET numéro 248 300 493 001 24

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var, dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° _____ en date du _____ 2014 ci-après dénommée par « la CAD »,

et

Le Département du Var représenté par le responsable d'UTS Dracénie, dûment habilité par délibération n°..... de la commission en date du, dénommé ci-après le Département du Var,

et

La commune des Arcs sur Argens, représentée par le maire dûment habilité par délibération n° ... du conseil municipal en date du ..., dénommée ci-après la commune des Arcs.

Document de travail mis à jour 10 juin 2014

Tenu le 11/7/2014
de la ...

PREAMBULE

A l'initiative du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) de la Dracénie, une réflexion a été engagée pour répondre à la problématique d'accueil et d'hébergement des victimes de violences conjugales sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Le protocole pénal du tribunal de grande instance de Draguignan assure, entre autres, la prise en charge des auteurs de violences conjugales et la protection des victimes. Cependant, si l'éloignement du conjoint violent est une priorité de la loi de 2010, dans de nombreuses situations, l'hébergement d'urgence reste une préoccupation des travailleurs sociaux qui prennent en charge dans l'urgence les victimes et leurs enfants.

Le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) est utilisé par les travailleurs sociaux mais il ne permet pas d'obtenir la solution la plus adaptée. En effet, les lieux d'hébergement proposés sont parfois trop éloignés et viennent déséquilibrer davantage les conditions des victimes (emploi, scolarité des enfants, etc.).

Cette réflexion a abouti en 2012 à la mise en œuvre d'un projet de logement d'urgence proposé par l'AVAF.

En 2014, la commune des Arcs-sur-Argens met à disposition, dans cette démarche, un logement communal.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de déterminer les modalités de fonctionnement des logements d'urgence pour victimes de violences conjugales
- de définir les modalités de partenariat entre la commune des Arcs, le Département du Var, la CAD et l'AVAF,
- de fixer les modalités de financement de l'action.

Notion d'urgence : nécessité de quitter le logement alors que l'éloignement du conjoint n'est pas effectif.

Article 2. Description des logements

La commune des Arcs met à disposition aux Arcs sur Argens, un logement communal de type 1.

L'AVAF met à disposition un logement de type 2 à Draguignan conventionné dans le cadre de l'allocation logement temporaire (ALT).

Pour assurer la sécurité des victimes, les adresses ne sont pas indiquées.

Ces logements sont aménagés et dotés de tous les équipements nécessaires à la vie quotidienne des familles qui y sont admises.

L'AVAF souscrit tous les abonnements (énergie, téléphone, etc.) propres à assurer le bon fonctionnement du logement de Draguignan.

La commune des Arcs souscrit tous les abonnements (énergie, téléphone, etc.) propres à assurer le bon fonctionnement du logement des Arcs sur Argens.

L'AVAF souscrit un contrat d'assurance contre les risques locatifs des deux logements.

A chaque départ et arrivée des familles, l'AVAF assure les travaux d'entretien, de maintenance ainsi que la remise en état suite à d'éventuelles dégradations faites sur le logement et les équipements pour les deux logements. L'AVAF établit entre l'AVAF et la commune un état des lieux pour le logement des Arcs sur Argens. L'AVAF dispose en permanence d'un jeu de clés de ces logements d'urgence.

Article 3. Définition des publics

Les publics accueillis correspondent à des situations d'urgence de personnes victimes de violences conjugales ayant déposé une plainte, accompagnées ou non d'enfants, issues des 19 communes de la Communauté d'Agglomération Dracénoise (Ampus, Chateaudouble, Montferrat, Bargemon, Claviers, Callas, Figanières, Draguignan, Flayosc, Lorgues, Taradeau, Trans, La Motte, Le Muy, Les Arcs, Vidauban, Sillans, Salernes, Saint Antonin).

Article 4. Orientation des situations

Toutes les orientations vers l'AVAF sont réalisées par un travailleur social référent.

Le travailleur social de référence est un travailleur social du conseil général du secteur du domicile initial de la victime.

Avant toute orientation vers ce logement d'urgence, le travailleur social de référence s'assure de l'effectivité des mesures légales (dépôt de plainte) et explore les autres solutions d'hébergement (tiers, solidarité familiale, SIAO, etc.).

Si la victime est prise en charge par un travailleur social du centre hospitalier de Draguignan, ce dernier peut réaliser le diagnostic social et faire le lien avec le travailleur social du conseil général.

Les services de police accueillant les victimes doivent se rapprocher du travailleur social de référence pour faire établir un diagnostic social en téléphonant au siège social de l'unité territoriale sociale du conseil général (04 83 95 54 40).

Article 5. Admission des situations

Si un des deux logements est disponible, l'AVAF organise un accueil immédiat, en présence du travailleur social référent.

Il n'y a pas d'accueil différé ni de liste d'attente, le travailleur social référent doit éventuellement renouveler sa demande.

Pour chaque admission, le travailleur social référent établit un rapport social (cf. annexe) déterminant les éléments d'un premier diagnostic pour la prise en charge future. Ce rapport est transmis à l'équipe socioéducative de l'AVAF immédiatement ou au plus tard dans les 72 heures.

Toutes les admissions sont faites via l'accueil de jour de l'AVAF qui établit les premiers documents d'admission.

L'AVAF assure, simultanément :

- l'état des lieux et l'inventaire du matériel et des équipements (mobilier, etc.) mis à disposition,
- l'établissement du premier contrat d'occupation de 15 jours,
- l'explicitation du règlement intérieur au bénéficiaire.

La première période de séjour sans participation financière de l'occupant est de 15 jours renouvelable une fois pour garder à ce logement sa spécificité de logement d'urgence. Après ce délai les familles s'acquittent d'une participation financière de 15% des ressources. Les modalités de ressources prises en compte ainsi que la durée maximale d'occupation seront à définir lors de la réunion de la première instance technique et à proposer à l'instance de pilotage qui en validera les termes.

Les prolongations de séjour, données à titre exceptionnel, seront déterminées conjointement par l'AVAF et le travailleur social référent.

Article 6. Accompagnement social

Dans l'urgence, l'AVAF assure l'accompagnement quotidien de la situation : repas, besoins fondamentaux immédiats, etc.

Pour la suite de la prise en charge, le travailleur social référent et l'équipe de l'AVAF déterminent ensemble les modalités de prise en charge des besoins quotidiens du séjour au cours d'une rencontre de synthèse dans les 72 heures qui suivent l'admission.

Ils établissent le contrat d'accompagnement, précisant les objectifs du séjour dans ce logement en présence du travailleur social référent de l'AVAF et des personnes accueillies.

Pour leurs démarches administratives (RSA, etc.), les occupants du logement bénéficient d'une domiciliation à l'adresse postale de l'AVAF.

Le cas échéant, le travailleur social référent assure le lien avec le partenaire à l'origine de la demande dans le respect des règles de confidentialité et du secret professionnel.

Article 7. Financement

Le budget du budget de fonctionnement est présenté en annexe, le financement de l'action est assuré par l'Etat, la commune des Arcs, la CAD et l'AVAF. CAD

	Etat Allocation Logement Temporaire	Etat Droits des femmes	CAD	Commune des Arcs	AVAF Budget de fonctionnement annuel
Logement de Draguignan	2 650 €	1 000 €	6 000 €		9 650 €
Logement des Arcs			3 750 €	4 800 €	8 550 €
Total	2650 €	1 000 €	9 750 €	4 800 €	18 200 €

Pour Draguignan, l'AVAF sollicite auprès de l'Etat un agrément Allocation Logement Temporaire (ALT) et une subvention annuelle de 2 650 €.

L'AVAF sollicite auprès de l'Etat une participation annuelle de 1 000 € au titre des « Droits des femmes ».

Le logement des Arcs est mis à disposition par la commune, L'AVAF bénéficie donc à ce titre d'une subvention en nature évaluée à 4 800 € (quatre mille huit cent Euros) par an.

La CAD apporte une subvention annuelle globale de 9 750 € soumise au prorata temporis de mise à disposition effective.

Article 8. Evaluation et pilotage

Pour chaque situation, un bilan anonyme est réalisé par le travailleur social référent.

Un comité de pilotage annuel composé des signataires de la présente convention et de personnes ressources expertes si nécessaire est convoqué par l'AVAF.

Un comité technique composé des signataires de la convention est convoqué par l'AVAF à la demande d'une des parties. Il est réuni en urgence sur alerte de l'AVAF en cas de séjours supérieur à un mois et demi (au deuxième renouvellement).

Article 9. Durée

La convention est établie pour l'année 2014, à partir de la date de signature et jusqu'au 31 décembre. Elle est renouvelable pour un an, une fois, dans les conditions suivantes :

- renouvellement de l'agrément ALT par le préfet
- reconduction des subventions au budget 2015.

Article 10. Modifications de la convention

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 11. Résiliation de la convention

En cas de non-respect des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La résiliation ne pourra donner lieu à aucune indemnité. La subvention serait attribuée en cas de résiliation en cours d'année au prorata temporis.

Article 12. Litiges

En cas de désaccord persistant entre les parties, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Article 13. Documents annexes

L'AVAF devra produire chaque année certains documents pour attester de l'utilisation conforme de la subvention, des comptes approuvés.

Les pièces ci-dessous mentionnées devront être remises à la CAD au plus tard le 31 mars 2015.

- les statuts de l'association
- le n° SIRET
- le budget prévisionnel de l'action
- le budget détaillé de l'action certifié par le Commissaire au compte
- le PV de la dernière AG
- un RIB (sous format IBAN)

Fait leen 5 exemplaires,

Bruno GUERIN

Président
Association varoise d'accueil familial

Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Communauté d'agglomération Dracénoise

Michel FRACES

Responsable UTS
Conseil général du Var

Alain PARLANTI

Maire
Commune des Arcs sur Argens

PROJET

Annexe 1. Modèle de rapport social



IMPRIME UNIQUE DE DEMANDE D'AIDE

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR			
Nom :		Nom de jeune fille :	
Prénom :		Date de naissance :	
Situation: Marié(e) <input type="checkbox"/>		Veuf(ve) <input type="checkbox"/>	
Célibataire <input type="checkbox"/>		Divorcé(e) <input type="checkbox"/>	
		PACS <input type="checkbox"/>	
Adresse :		Vie maritale <input type="checkbox"/>	
Téléphone :			

ORIGINE (institution) :	
Service :	Référént (ou Instructeur de la demande)
Adresse:	
Téléphone:	
Fax:	

Type d'aide sollicitée :	Date d'arrivée au service destinataire :
Service destinataire :	

DECISION	
Date	
Signature	

MODALITES DE PAIEMENT				
<input type="checkbox"/> Ordre de paiement	<input type="checkbox"/> Virement bancaire RIB à joindre	<input type="checkbox"/> Chèque bancaire	<input type="checkbox"/> C.A.P	<input type="checkbox"/> Espèces
Destinataires				
<input type="checkbox"/> Demandeur	<input type="checkbox"/> Famille ou proche	<input type="checkbox"/> Organisme de tutelle	<input type="checkbox"/> Autres	
Nom, Prénom et adresse du destinataire de paiement si différent du demandeur :				

► RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

CMU : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non CPAM / MSA	CAF / MSA	CRAM	MUTUELLE
N°	N°	N°	Nom

Demande de logement auprès des bailleurs sociaux		
N° d'enregistrement unique départemental	Nom du bailleur	N° de dépôt du dossier

• LOGEMENT

Statut : ☐ Propriétaire ☐ Locataire ☐ Hébergé ☐ Accueil d'urgence ☐ Autre*
 Type de logement : ☐ T.1 ☐ T.2 ☐ T.3 ☐ T.4 ☐ Autre* (préciser)

• PERSONNES VIVANT AU FOYER

Nom et Prénom	Date de naissance	Sexe	Lien de parenté	Situation socioprofessionnelle	Employeur
Demandeur					

► AUTRES AIDES SOLLICITEES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

Nature	Organisme	Date de décision	Décision Montant accordé

BUDGET MENSUEL DU FOYER

Type de Revenu	Montants revenus	
	Demandeur	Autres
Salaires		
Revenus d'activité professionnelle		
CPAM		
IJ/RAT/PI		
ASSEDIC		
ARE/ASS/AI/AFR		
RMI		
API		
AAH		
Complément AAH		
Prestations Vieillesse		
Retraite complémentaire		
Allocation supplémentaire		
Allocation veuvage		
Pension alimentaire		
Rente Viagère		
Revenu Foncier		
AF		
AES		
PAJE		
APE		
ASF		
CF		
ALF/ALS/APL		
Bourses		
Autres		
Totaux		
Total général		

Charges	Montants des charges	Dettes
Loyer nu		
Charges locatives		
Accession à la propriété		
EDF/GDF		
Eau (hors charges locatives)		
Téléphone		
Chauffage		
Transports		
Assurance Habitation		
Assurance Véhicule		
Mutuelle		
Pension Alimentaire		
Frais de garde		
Frais de cantine		
Frais de scolarité		
Impôts sur le revenu		
Taxe d'habitation		
Taxes foncières		
Redevances TV		
Taxes Professionnelles		
Remboursements de crédits		
Plan d'apurement des Dettes		
Découvert Bancaire		
Autres Charges		
Totaux		

Commission de surendettement saisie :

- ☐ oui le
- ☐ non

Montant mensuel du plan conventionnel :

Quotient Social :

Ressources - Revenu - (API-AI-AFS-ARS)
Nombre d'unités de consommations*

UC* : 1 personne = 1 unité , 2 personnes = 0,5 unité
3 personnes et plus = 0,3 unité
Si le foyer comporte + de 2 enfants ou personne de - 25ans à charge,
chaque personne à partir du 3^{ème} enfant ou 3^{ème} personne = 0,4 unité

RAPPORT DE SITUATION

AIDE PROPOSEE

**Nom, Prénom et signature de
l'instructeur du dossier :**

Date et cachet :

Annexe 2. Budget prévisionnel de fonctionnement annuel

Budget prévisionnel de fonctionnement annuel (12 mois)

Dépenses				Recettes			
	Les Arcs	Draguignan	Total		Les Arcs	Draguignan	Total
Achats de fournitures	550	550	1 100	Subvention Etat ALT		2 650	2 650
Alimentation	1 000	1 000	2 000	Subvention CAD	3 750	6 000	9 750
Assurances	200	100	300	Droit des femmes		1 000	1 000
Charges de personnel	2 000	2 000	4 000				
Location		5 400	5 400				
Entretien		300	300				
Dotations aux amts		300	300				
Total	3 750	9 650	13 400		3 750	9 650	13 400
Contribution en nature - Mise à disposition du logement	4 800			Contribution en nature - Mise à disposition du logement mairie des Arcs	4 800		
Total avec contribution en nature	8 550	9 650	18 200		8 550	9 650	18 200